



45, rue Kléber  
92300 LEVALLOIS-PERRET

# Fondation Hospitalière pour la Recherche sur la Précarité et l'Exclusion Sociale

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

## **Fondation Hospitalière pour la Recherche sur la Précarité et l'Exclusion sociale**

Fondation hospitalière  
403, avenue de la République  
92000 Nanterre

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres du conseil d'administration,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Hospitalière pour la Recherche sur la Précarité et l'Exclusion Sociale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur l'exécution budgétaire et dans les autres documents sur la situation financière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directeur.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

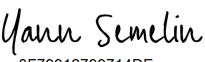
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Fait à Levallois-Perret, le 10 juin 2025

DocuSigned by:  
  
3F79912799714DE...

Yann Semelin  
Associé

# États financiers

sociale

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés	80 000		80 000	80 000		
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	80 000		80 000	80 000		
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes				500	- 500	- 100
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés						
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	260 072		260 072	190 500	69 572	37
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	768 911		768 911	335 501	433 409	129
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	794		794	140	655	469
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 029 777		1 029 777	526 641	503 136	96
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 109 777		1 109 777	606 641	503 136	83

## Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<b>Écarts de réévaluation</b>		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
<b>Réserves</b>		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>		
<b>Report à nouveau</b>		
<i>Report à nouveau</i>	9 499	2 325
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	14 608	7 174
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>24 108</b>	<b>9 499</b>
<i>Fonds propres consommables</i>	6 000	6 000
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
<b>Total Fonds Propres (I)</b>	<b>30 108</b>	<b>15 499</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>	318 918	421 384
<b>Total Fonds Reportés et Dédiés (II)</b>	<b>318 918</b>	<b>421 384</b>
<b>PROVISIONS</b>		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
<b>Total Provisions (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	13 431	12 163
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	276 487	157 595
<i>Produits constatés d'avance</i>	470 833	
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>760 752</b>	<b>169 758</b>
<i>Ecarts de conversion Passif (V)</i>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 109 777</b>	<b>606 641</b>



## Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
<i>Cotisations</i>				
<b>Ventes de biens et services</b>				
<i>Ventes de biens</i>				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>				
<i>Dont parrainages</i>				
<b>Produits de tiers financeurs</b>				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	264 167	300 000	- 35 833	- 12
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions financières</i>		107 500	- 107 500	- 100
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>				
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	328 116	170 738	157 378	92
<i>Autres produits</i>	1 680	8 345	- 6 665	- 80
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>593 963</b>	<b>586 583</b>	<b>7 380</b>	<b>1</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
<i>Achats de marchandises</i>				
<i>Variation de stock</i>				
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	20 836	30 382	- 9 547	- 31
<i>Aides financières</i>	337 232	159 764	177 468	111
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>				
<i>Salaires et traitements</i>				
<i>Charges sociales</i>				
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>				
<i>Dotations aux provisions</i>				
<i>Reports en fonds dédiés</i>	225 650	389 667	- 164 017	- 42
<i>Autres charges</i>		982	- 982	- 100
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>583 718</b>	<b>580 795</b>	<b>2 922</b>	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>10 245</b>	<b>5 788</b>	<b>4 458</b>	<b>77</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	4 363	1 386	2 977	215
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>4 363</b>	<b>1 386</b>	<b>2 977</b>	<b>215</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>				
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>4 363</b>	<b>1 386</b>	<b>2 977</b>	<b>215</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>14 608</b>	<b>7 174</b>	<b>7 435</b>	<b>104</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>				
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>				
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>				
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				

sociale

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	598 326	587 969	10 357	2
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	583 718	580 795	2 922	
EXCEDENT	14 608	7 174	7 435	104
DEFICIT				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	119 241	116 507	2 734	2
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	119 241	116 507	2 734	2
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature	119 241	116 507	2 734	2
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	119 241	116 507	2 734	2

(1) Redevances de crédit-bail mobilier  
(2) Redevances de crédit-bail immobilier

# Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1109777.36 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de 14608.49 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

La Fondation pour la recherche sur la précarité et l'exclusion sociale concourt au développement de la recherche sur la pauvreté, l'exclusion sociale, la santé mentale, le vieillissement ou le handicap par :

- le financement de programmes de recherche avec une approche multidisciplinaire intégrant les approches cliniques, de santé publique, épidémiologique, médico-économique, sociales, psychologique voire historique ou tout autre domaine sélectionné par la fondation pour leur pertinence sur les questions d'exclusion et de précarité, seule ou en partenariat avec d'autres organismes ;
- le renforcement des connaissances dans le champ de l'exclusion sociale et de la précarité ;
- le renforcement des synergies entre les acteurs publics et privés ;
- la contribution à la formation à la recherche des personnels, tant médicaux que non-médicaux. A cet effet, elle procède notamment :

### 1. Au développement de la recherche pluridisciplinaire :

- attribution de bourses de recherche doctorales ou post-doctorales dans le domaine de la précarité et de l'exclusion sociale
- financement de projets de recherche dont l'IPES serait promoteur ou jugés d'importance par l'IPES en intégrant, à la fois des professionnels de terrain et des chercheurs.
- financement de toute action ayant pour objet la mise en oeuvre d'activité de recherche de la fondation. La fondation peut, dans le respect de son objet, conclure toutes conventions utiles avec toute entité, personne morale ou personne physique, notamment les collectivités publiques, les universités, les organismes de recherche et d'enseignement, les entreprises ou fondations françaises, européennes ou internationales et les associations.

### 2. Au développement de la formation :

- mise en oeuvre d'actions de formation à destination des personnels médicaux, non médicaux et sociaux;
  - développement de formations de recherche ;
  - financement de bourses pour permettre aux personnels ou aux étudiants des établissements de santé concernés d'effectuer des séjours tant en France qu'à l'étranger, dans le cadre de formations ou de collaborations à la recherche.
- 3o.A la valorisation et à la diffusion des connaissances :
- création d'un centre documentaire compilant les études relatives aux populations en situation de précarité et d'exclusion sociale ;
  - proposition d'outils harmonisés de recueil d'informations.

### 4. A une fonction de veille et d'alerte des pouvoirs publics concernant les problématiques nouvelles rencontrées par les populations en situation de précarité et d'exclusion sociale.

### 5. Au développement des partenariats et des coopérations :

- développement de coopérations ou partenariats avec d'autres acteurs intéressés par l'objet de la fondation, en Ile-de-France et dans un cadre national ou international.

Afin de soutenir son action, la Fondation participe au financement d'équipements et/ou de locaux et/ou de personnels et/ou d'actions concourant à la réalisation de son objet.

## Faits caractéristiques

4 ans après sa création, la Fondation a poursuivi son développement en 2024, avec de nouveaux projets soutenus, après l'appel à projets de recherche « handicap, soins et précarité », les premiers projets soutenus dans le cadre du programme de recherche « aléas climatiques et précarité » en Occitanie, la co-conception de projets de recherche spécifiques, ainsi qu'un nouvel appel à projets, sur la thématique « précarité et santé mentale ».

Pas moins de 18 projets de recherche ont ainsi été soutenus par la Fondation sur la période 2022/2024.

Plusieurs projets de recherche se concluent, avant la valorisation par la Fondation de leurs résultats, pour donner corps à sa mission de faire évoluer la connaissance et les pratiques.

## Règles et méthodes comptables

### Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2018-06 et n°2020-08 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

#### Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

#### Immobilisations incorporelles

##### Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

##### Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

#### Immobilisations corporelles

##### Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

## Immobilisations financières

### Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

## Stocks

### Mode de valorisation des stocks

Les stocks d'approvisionnement et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition à l'aide de la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués et les travaux en cours sont évalués à leur coût de production qui englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs de main-d'œuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production engagés pour amener les biens dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent (sur la base d'une capacité d'exploitation normale).

## Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

## Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

## Engagement de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

## Disponibilités

### Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.



**Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers							
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique							
Autres imm. Corp. Mobilier							
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total							
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés	80 000					80 000	
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Sous-total	80 000					80 000	
Total	80 000					80 000	

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

## État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>			
<i>Autres immobilisations financières</i>			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	260 867	260 867	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>			
<i>Clients douteux ou litigieux</i>			
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>			
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>			
<b>État et autres collectivités publiques</b>			
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			
<i>TVA</i>			
<i>Autres impôts et taxes versements</i>			
<i>Divers</i>			
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs</i>			
<i>Débiteurs divers</i>	260 072	260 072	
<i>Charges constatées d'avance</i>	794	794	
<b>Total</b>	260 867	260 867	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

## Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>				
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	1 000	500	500	100
<b>Total</b>	1 000	500	500	100

## Fonds propres

### Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>					
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
<i>Réserves</i>					
<i>Report à nouveau</i>	2 325		7 174	7 174	9 499
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	7 174	- 7 174	14 608		14 608
<b>Situation nette (sous total)</b>	9 499	- 7 174	21 782	7 174	24 108
<i>Fonds propres consommables</i>	6 000				6 000
<i>Subventions d'investissement</i>					
<i>Provisions réglementées</i>					
<b>Total</b>	15 499	- 7 174	21 782	7 174	30 108

## Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subvention d'exploitation</b>	<b>313 903</b>	<b>225 650</b>	<b>227 635</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>311 918</b>	<b>-</b>
ARS Ile de France 2022	23 236		14 667	-	-	8 569	-
ARS Ile de France 2023	97 667	-	93 403	-	-	4 264	-
ARS OCCITANIE 2023	193 000		119 565	-	-	73 435	-
ARS OCCITANIE 2024		193 000		-	-	193 000	-
ARS Ile de France 2024		32 650		-	-	32 650	-
<b>Contributions financières d'autres</b>							
	<b>107 481</b>	<b>0</b>	<b>100 481</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 000</b>	
Fondation Carrefour	6 481	-	1 481	-	-	5 000	-
Fondation Malakoff Humanis	99 000		99 000	-	-	-	-
Banque des Territoires	2000	-	-	-	-	2 000	-
	-			-	-	-	-
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>							
	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>421 384</b>	<b>225 650</b>	<b>328 116</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>318 918</b>	<b>-</b>

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
AUTRES DETTES	760 752	760 752		
Fournisseurs et comptes rattachés	13 431	13 431		
Dettes sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques				
Impôt sur les sociétés				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)				
Autres dettes	276 487	276 487		
Produits constatés d'avance	470 833	470 833		
Total	760 752	760 752		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : -  
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : -  
(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique : -

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenus	8 976	11 130	- 2 154	- 19
Charges à payer - Divers	1 500		1 500	
Total	10 476	11 130	- 654	- 6

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Charges constatées d'avance	794			
Total	794			

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Produits constatés d'avance	470 833			
Total	470 833			

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes :5 196 € TTC

Honoraires des autres services : 0 €

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	119 241	116 507
Dons en nature		
Prestations en nature	119 241	116 507
Bénévolat		
Total	119 241	116 507
EMPLOIS	- 119 241	- 116 507
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations	- 119 241	- 116 507
Personnel bénévole		
Total	- 119 241	- 116 507

Il s'agit de dépenses et des salaires pris en charge par le fondateur qui se répartissent ainsi : 119k€ de mise à disposition du personnel

## Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.